

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

COMPLEMENTAIRE

autorisant la Sté BAYER à poursuivre l'exploitation
de son dépôt de produits phytosanitaires, situé
Zone Industrielle « Le Chaumenier » à CORMERY

CR
N° 15272
COURDIV/ARRCOMPL

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 14624 du 11 septembre 1996, autorisant la Sté BAYER à poursuivre l'exploitation et à procéder à l'extension de son dépôt de produits phytosanitaires, sur le territoire de la commune de CORMERY, Zone Industrielle « Le Chaumenier » ;
- VU la demande présentée par la Sté BAYER, en date du 15 janvier 1999, en vue de transférer à CORMERY, Zone Industrielle « Le Chaumenier », des activités de stockage et de distribution de produits industriels ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 mars 1999 ;
- VU l'avis favorable du Conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 08 avril 1999 ;
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le tableau figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 14624 du 11 septembre 1996 autorisant la Société BAYER à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques et reprenant les activités relevant des Installations Classées est remplacé par le tableau ci-après :

Rubriques	Activités	Classement
253/1430 B	Dépôt aérien de liquides inflammables de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégorie (produits phytosanitaires). Capacité totale équivalente supérieure à 100 m3 : 659 m3.	A
211.B.2°	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés (butane-propane) sous forme de générateurs d'aérosols de 200 à 750 ml unitaire. Capacité maximale : 200 tonnes	A
1111	Stockage de produits phytosanitaires très toxiques, la quantité totale étant limitée à 19 tonnes réparties en : 1°b) préparations solides en quantité supérieure à 1 tonne mais inférieure à 20 tonnes. 2°b) préparations liquides en quantité supérieure à 250 kg mais inférieure à 20 tonnes.	A
1155.2°	Dépôt de produits agropharmaceutiques, la quantité stockée étant supérieure à 150 tonnes (1 600 tonnes) mais la quantité de substances toxiques stockée étant inférieure à 500 tonnes (180 tonnes).	A
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale du courant continu utilisable étant de 12 kw environ.	D
1131/IC " " 2C	Stockage de substances et préparations toxiques. Quantité maximale = 10 tonnes	D

1158-3	Stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI). Quantité maximale = 20 tonnes	D
1510-2	Stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans un volume d'entrepôt inférieur à 50 000 m ³ .	D

ARTICLE 2 - La Société BAYER est tenue de respecter les dispositions supplémentaires suivantes :

1- Dispositions générales

1-1 Le stockage de substances et préparations toxiques et de MDI doit être constitué exclusivement de récipients hermétiquement fermés, admis au transport dans un endroit frais et sec.

1-2 Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

1-3 Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

1-4 Sans préjudice des dispositions du Code de Travail, des matériels de protection individuelle (combinaison de protection, appareil respiratoire autonome, bottes et gants résistant aux produits), adaptés aux risques présentés par les produits et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des stockages et des appareils de formulation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

2) Stockage de substances et préparation toxiques

2-1 Le stockage des substances et préparations toxiques est implanté à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété.

2-2 Les substances et préparations toxiques sont distantes de plus de 5 mètres des substances inflammables ou en sont séparées par des parois coupe-feu de degré 1 heure d'une hauteur d'au moins 3 mètres et dépassant en protection horizontale, la zone à protéger d'1 mètre.

3) Stockage des M.D.I.

3-1 Le stockage des M.D.I. est implanté à une distance d'au moins 20 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, 5 mètres des limites de propriété et à une distance d'au moins 10 mètres des voies ouvertes à la circulation publique.

3-2 Le MDI n'est pas stocké à proximité d'alcool, d'acides, de bases et d'aminés.

3-3 Toute disposition sera prise pour qu'il n'entre pas en contact avec l'eau, y compris l'humidité atmosphérique. Notamment, le MDI sera stocké dans des conteneurs parfaitement étanches.

4) Dispositions de sécurité :

4-1 La réserve d'émulseur est d'au moins 5 000 l. Sa qualité doit répondre à la norme NFS 60.220 en classe 1. Toutefois, un volume d'émulseur de 3 000 l sera opérationnel immédiatement et dans un délai de 18 mois les 2 000 l complémentaires le seront.

4-2 La réserve d'émulseur est placée à l'extérieur du bâtiment et accessible au personnel de l'entreprise.

4-3 Le chlorure de thionyle situé dans le hall 2 sera isolé de façon étanche à l'intérieur du bâtiment pour éviter le contact de l'eau en cas d'incendie ou à défaut à l'extérieur dans un local étanche.

ARTICLE 3 - Les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral n° 14 624 du 11 septembre 1996 restent valables.

ARTICLE 4 - L'autorisation faisant l'objet du présent Arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes les autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou les aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène, etc...

ARTICLE 5 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé.

ARTICLE 7 - Délais et voies de recours (Article 14 de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relatives aux Installations Classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Le délai commence à courir du jour où la présente décision ont été notifiée.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers. Le délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 8 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Cormery, Mme l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent Arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Tours, le

04 MAI 1999

Pour application,
Le Chef du Bureau,

S. SANCHEZ

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Bernard SCHMELTZ